

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Le Cameroun face aux réalités du monde commercial

Le multilatéralisme commercial tel qu'il a été conçu dans les années 1990 est en train de s'effriter. L'Organisation mondiale du commerce, longtemps garante des règles du jeu, peine désormais à imposer son autorité dans un système commercial de plus en plus géopolitique dominé par les rapports de force entre les Etats. C'est que, depuis 2019, son organe d'appel est à l'arrêt. Résultat : plus de 600 différends traités en près de 30 ans, mais aujourd'hui un système paralysé par la géopolitique globale et rendu incapable de trancher les litiges les plus sensibles.



On assiste dans le monde à un retour brutal des rapports de force, où les grandes puissances violent allègrement les principes, notamment par une concurrence déloyale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

-350 milliards de dollars de subventions étatiques pour l'agriculture dans les pays riches face à des agriculteurs économiquement faibles au Sud

-des centaines de milliards injectés dans les industries stratégiques pour les pays puissants, face à une industrialisation embryonnaire et sans financement ni technologies notamment en Afrique

-plus de 350 accords commerciaux régionaux en vigueur

Le commerce n'est plus seulement économique, il est devenu géopolitique. Dans ce nouvel échiquier, le Cameroun avance avec des atouts limités.

La vulnérabilité du Cameroun

Le Cameroun a une économie encore vulnérable avec 35 à 40 % de son PIB dépendant du commerce extérieur. Ses exportations restent dominées par des matières premières et une industrialisation faible limitée à environ 20 % du PIB. Ainsi, le Cameroun reste exposé aux chocs externes.

Le cacao dont la production atteint environ 250 000 tonnes par an, illustre cette dépendance : peu transformé localement, il capte une faible part de la valeur mondiale.

Le piège du numérique

Alors que le commerce électronique mondial dépasse 25 000 milliards de dollars, l'Afrique reste marginale. Au Cameroun moins d'un citoyen sur deux a accès à Internet et l'économie numérique reste embryonnaire. Un risque apparaît, et le plus clairement possible, celui de rater une nouvelle révolution commerciale, comme ce fut le cas avec l'industrialisation.

L'Afrique centrale : le maillon faible de l'intégration

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale affiche un paradoxe frappant :

-un marché de 60 millions d'habitants

-moins de 5 % d'échanges intra-régionaux

À l'heure où les blocs régionaux structurent le commerce mondial, cette faiblesse constitue un handicap majeur. Les pays de la zone CEMAC particulièrement ont une dynamique qui semble sérieusement manquer de volonté politique.

Changer de logiciel stratégique

Dans ce contexte, trois ruptures s'imposent :

1. Passer de la dépendance à la transformation: transformer lo-

calement le cacao, le bois et les autres ressources et ainsi capter plus de valeurs.

2. Investir dans la puissance négociatrice: Former des experts, peser dans les coalitions et pouvoir véritablement exister à l'OMC.

3. Miser sur l'intégration africaine: augmenter par la ZLECAf le commerce intra-africain de 50 % d'ici 2035 et bien s'y préparer.

Une bascule historique

Le monde commercial entre dans une nouvelle ère : moins régulé, plus conflictuel, mais aussi plus ouvert aux stratégies audacieuses des Etats. Pour le Cameroun, l'enjeu est simple : subir la recomposition...ou en devenir un acteur.

**14^{ème} Conférence
Ministérielle de l'OMC**



**14^{ème} Conférence
Ministérielle de l'OMC
Yaoundé - Cameroun
2026**

 **26-29 mars 2026**  **Yaoundé
(Cameroun)**